

KHEMIS MILIANA

La numérisation des actes administratifs de l'état civil achevée

Il a fallu des mois d'un travail sans relâche pour constituer la base de données de l'état civil de Khemis Miliana et de Sidi-Lakhdar, les deux communes que compte la daïra de Khemis Miliana.

Pour ce faire, d'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés. En effet, ce sont une cinquantaine de jeunes et des dizaines de micro-ordinateurs qui ont accompli un travail titanesque dans des délais relativement courts pour alimenter la base de données demandée par le ministère de l'Intérieur qui sera intégrée au registre national de l'état civil, ce qui indénia-

blement permettra aux citoyens de se faire établir des documents administratifs de base sans avoir à effectuer les déplacements coûteux en temps et en argent.

Ces informaticiennes et informaticiens, au nombre de 45, sous la houlette de l'officier de l'état civil ont effectué des journées de 14 heures voire plus dans quatre locaux aménagés en

bureaux, des espaces réduits, l'APC de Khemis n'ayant pas encore de siège. Ces agents ont œuvré depuis le 15 février dernier jusqu'au 17 août courant à 21h 30mn. La base de données ainsi constituée a été transmise au ministère de tutelle. Il faut dire que la tâche a été longue et rude puisque les premiers registres numérisés datent de 1 863 pour les naissances et de 1 835 pour les décès tandis que le premier registre des mariages est de 1 896 selon l'officier d'état civil, M. Benrabah Dahmane. L'opération étant

supervisée et par le chef de daïra et du P/APC. Ce groupe a transcrit dans le logiciel prévu 127 registres de décès soit 41 564 actes, et 166 registres des mariages soit 37 664 actes, en plus des 422 registres des naissances comprenant 181 000 actes. Pour ce qui est des divorces, l'établissement des données nécessiterait un autre travail puisqu'ils sont dans la marge des registres, prévue à cet effet.

S'agissant de Sidi-Lakhdar, la seconde commune de la daïra de Khemis Miliana, il a été transcrit 134

registres des décès soit 5 104 actes et 130 registres des mariages soit 5 182 actes. Pour ce qui est de la mise en service de l'application qui pourrait permettre à un citoyen de se faire délivrer tous les documents administratifs à partir de n'importe laquelle des 1 541 mairies du pays, il faudra attendre que la base de données ainsi constituée soit traitée et intégrée au réseau Intranet, mettant les informations à la portée des mairies de l'ensemble du pays.

Karim O.

AÏN-SOLTANE (AÏN-DEFLA)

Des adolescents découvrent le corps sans vie d'un homme sur un terrain vague

Samedi dernier, 10h30, des jeunes de la ville de Aïn-Soltane (daïra de Aïn-Lechiakh) étaient partis dans les collines du nord de la commune pour cueillir des jujubes (N'beg), un fruit sauvage.

En fait de fruits sauvages, ils étaient incommodés par une odeur pestilentielle. En voulant savoir d'où provenait cette odeur, ils font une découverte macabre : le corps d'un homme. Ils prennent peur et se précipitent en ville pour avertir les autorités locales. Peu après, gendarmes, élus, agents de la

Protection civile se rendent sur les lieux. Après avoir dressé le constat d'usage, ce sont des éléments de la Police scientifique qui viennent relever tous les indices nécessaires pour les besoins de l'enquête. La commission d'enquête a entamé ses travaux sous la conduite du procureur de la République.

Ce n'est que vers 16 h, après avoir recueilli diverses informations auprès des adolescents en présence de leurs parents respectifs, que les agents de la Protection civile ont transféré le corps du défunt vers la morgue de l'hôpital de Khemis-

Miliana. Selon certains témoignages, l'homme n'était vêtu que d'un short et déjà en état de putréfaction.

Selon les premières constatations avons-nous appris, l'homme serait mort depuis une quinzaine de jours. Ne portant aucun document sur lui attestant de son identité, inconnu dans la ville de Aïn-Soltane, on suppose qu'il s'agit d'un malade mental. Il appartient aux gendarmes chargés de l'enquête initiée d'apporter tous les éclaircissements sur cette découverte.

K. O.

APC D'ORAN

L'été des remous

Cela fait des semaines pour ne pas dire des mois que des tensions et des guéguerres minent, nous dit-on, l'APC d'Oran, avec comme enjeux, avant tout, des ambitions d'accaparement de «pouvoirs locaux», des ambitions électoralistes pour un tremplin bien plus haut qu'une APC, même si celle-ci est la deuxième commune d'Algérie.

En effet, après que cette nouvelle crise et de blocage au sein de l'APC ait été traitée en interne, est venu peu à peu le temps de la «distillation des infos et autres confidences», passant parfois par les réseaux sociaux, puis vint le temps des fax des pétitions d'élus demandant le départ de l'actuel président de l'APC d'obédience FLN, N. Boukhatem connu des Oranais pour avoir déjà assumé cette fonction et s'être fait déjà «démissionné». Bien

que le dernier communiqué en question soit paraphé par 35 élus sur un total de 43, la fronde a démarré au sein de la même famille FLN, majoritaire à Oran et qui, à l'époque, des élections locales s'était mise d'accord sur la personne de Boukhatem comme président de l'APC.

Parmi les reproches actuels récurrents pour demander le départ du maire, le blocage des délibérations au demeurant boycottées par les élus

à maintes reprises, du fait du refus du maire d'assumer ses fonctions et de signer lesdites délibérations.

Conséquence, le budget communal et son application seraient bloqués, empêchant expliquent les contestataires, toute gestion de bien des services de l'APC, et du programme de développement local.

Une forme de non-gestion qui, pour les citoyens d'Oran, est bien ancienne eux qui se débattent tout le temps avec l'absence de bitumage des routes, les réseaux d'assainissement inexistant par endroit quand ils ne sont pas défectueux ailleurs. La collecte des ordures aléatoire, l'insalubrité et les rats qui vont et viennent comme ils leur semblent en plein

centre-ville. Sans oublier les annexes d'APC, qui sont le théâtre quotidien de bagarres où la notion de service public est une chimère...

Dans les récriminations des frondeurs, pas un mot pour les citoyens d'Oran et la ville d'Oran, et encore moins d'analyse pour expliquer que cette énième guéguerre entre élus d'une même famille politique serait peut-être à trouver dans la manière dont ces mêmes élus se sont retrouvés sur les listes électorales en position d'être élus.

La réalité est aussi à constater avec l'indifférence totale des citoyens d'Oran sur cette crise, tout un symbole.

Fayçal M.

Des changements à la tête de la direction régionale d'AT d'Oran

La Direction régionale d'Algérie Télécom (AT) de la wilaya d'Oran vient de connaître plusieurs changements au niveau de trois postes de directeur, soit le directeur Régional, le précédent étant parti à la retraite et dans la foulée, le remplacement des deux directeurs d'AT ouest et est d'Oran.

Ces changements, qui ont été présentés comme ordinaires, interviennent encore dans un contexte où AT est plus que décriée par un grand nombre de ses abonnés, au point où les réclamations ne cessent de pleuvoir que ce soit pour les

dérangements des lignes fixes ou les coupures d'internet.

Une situation qui n'est pas ignorée par les nouveaux directeurs qui vont être attendus sur cette question de service public si chère aux citoyens et si difficile à assurer.

Il n'est pas rare de constater dans les agences d'AT, les récriminations des abonnés pour des dérangements qui atteignent parfois plus de trois mois, la connexion ADSL étant une sorte de paquet surprise du matin au soir. Dans cet ordre

d'idées les nouveaux gestionnaires vont devoir faire face et relever le défi d'améliorer les prestations de service et de poursuivre tous les projets d'investissement et de développement d'AT : modernisation du réseau, généralisation de la fibre optique, installation des équipements MSAN.

A la décharge d'AT, les agressions et vols récurrents de câbles sur les réseaux de l'opérateur qui, ces trois dernières années, lui auront coûté au bas mot quelque 377 millions de dinars.

F. M.

EL-TARF

Le maire de Zerizer dans l'œil du cyclone

Selon des sources sécuritaires crédibles, les services de la gendarmerie ont ouvert des enquêtes approfondies et tous azimuts, dans plusieurs communes, sur la gestion des projets des PCD (programme communal de développement).

«En effet, les enquêtes sont en cours et concernent dans cette première phase la commune de Zerizer où 32 fonctionnaires de la commune et 10 élus ont été auditionnés, durant deux semaines, en plus de plusieurs autres entrepreneurs versés dans le BTP», ont ajouté nos sources, qui précisent que «c'est les gendarmes de la brigade de la commune d'Echatt qui

ont été chargés par leur hiérarchie pour passer au crible l'ensemble des projets et particulièrement celui de l'éclairage public achevé, récemment, dans ladite commune et dont les gendarmes détiendraient des preuves irréfutables sur l'implication directe du maire.

Les projets ont été octroyés, complaisamment, à des personnes

proches du maire (lien familial de premier degré) et en contradiction flagrante avec les procédures du code des marchés».

Dans le même sillage, nos sources ont indiqué que «les communes de Ben M'hidi, Drean, Bougous et Oued-Zitoun sont aussi concernées par les enquêtes de la brigade économique relevant de la Gendarmerie nationale».

Cependant, les sommes colossales affectées dernièrement par les pouvoirs publics aux communes ont aiguisé les appétits des élus et des

guerres intestines se sont déclenchées sur le partage de cette «manne providentielle» au détriment du développement des infrastructures, de la préservation des deniers publics et de la qualité des travaux réalisés.

Reste que pour de nombreux d'élus, le PCD, dont le montant avoisine pour l'actuel exercice les 200 milliards de centimes, est une source intarissable d'enrichissement rapide et sans efforts notables et au diable les doléances du citoyen lambda et l'éthique professionnelle.

Daoud Allam

RELIZANE

Plusieurs opérations d'amélioration urbaine et de protection du cadre de vie

Le bureau d'hygiène communal, relevant de l'autorité de la commune du chef-lieu de Relizane, s'implique sur le terrain en engageant plusieurs opérations d'amélioration urbaine et de protection du cadre de vie des citoyens. En effet, les éléments du bureau d'hygiène communal du chef-lieu de Relizane sont engagés, ces derniers jours, dans une vaste opération de curage des vides sanitaires des immeubles, de même qu'ils procèdent au recensement systématique des fuites dans le réseau public d'alimentation en eau potable.

Le contrôle des points d'eau comme les châteaux d'eau et autres puits est également une opération menée par des éléments du BHC, qui intervient également dans le contrôle des denrées alimentaires périssables dans les commerces et marchés publics.

A noter, par ailleurs, qu'une opération parallèle de ravalement des façades des immeubles dans plusieurs quartiers de la ville a été engagée par l'Office de promotion et de gestion immobilière en collaboration avec les services de la commune de Relizane.

A. Rahmane

AÏN-TÉMOUCHENT

60 nouveaux postes pour la maison de retraite

La station thermale de la ville des thermes Hammam Bou-Hadjar envisage de réaliser une maison de retraite implantée sur 1,4 hectare au sein de la structure thermale, selon M. Abdelkader B., directeur de l'agence de wilaya de la Caisse nationale de retraite.

Ce projet sera réalisé au sein même de la station thermale après l'achèvement de l'étude technique préalable. Il devra comprendre toutes les commodités de repos, de confort et de soins pour les retraités venant de toutes les wilayas du pays.

Ce projet sera une première expérience du genre en vue d'améliorer les conditions d'accueil de cette catégorie de société, une enveloppe financière de 60 milliards de centimes lui a été allouée et qui devra créer 60 nouveaux postes d'emploi. Il devra être mis en service dans un délai n'excédant pas les vingt-quatre mois.

S. B.